

Burundi : La société civile demande l'arrêt des tueries de ces derniers jours

@rib News, 14/08/2011 â€“ Source Xinhua La société civile burundaise est montée au créneau dimanche et a demandé aux autorités d'arrêter la cascade de tueries enregistrées ces derniers jours à travers le pays et commises tantôt par des gens non identifiés ou alors faites sur des personnes qui étaient déjà dans les mains de la police. « Chaque jour, on trouve des cadavres dans les rivières et partout ailleurs. Ce que nous demandons, en commençant par le chef de l'Etat, les deux vice-présidents et ceux qui sont chargés de la sécurité dans notre pays, c'est qu'ils se lèvent ensemble pour dire non à ces tueries, non à ces massacres extrajudiciaires.

Sinon, il faut quand même que la justice prenne les devants, qu'elle ait le courage de traiter les dossiers et de punir les auteurs conformément à la loi (..). Il faut punir parce que c'est l'impunité qui gangrène le pays », a déclaré Pierre Mbonimpa, président de l'Association burundaise pour la Protection des Droits Humains et des Personnes Détenues (APRODH). C'est le même son de cloche au Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC) où l'on demande aux autorités burundaises d'arrêter le phénomène d'enterrer ces cadavres avant de pouvoir les identifier. « Je pense que dans l'urgence, l'autorité publique devrait prendre des mesures interdisant aujourd'hui d'enterrer un cadavre découvert qui n'a pas été identifié pour qu'il y ait un minimum d'actes d'identification de ces corps », a insisté de sa part Pacifique Nininahazwe, le dirigeant général du FORSC. Il propose également que soient faits au moins des tests d'ADN sur ces cadavres pour pouvoir les identifier après l'enterrement. Le dirigeant général du FORSC dit également que la société civile burundaise est vivement préoccupée par des disparitions des gens après avoir été dans les mains de la police et demande à cette dernière de s'exprimer et de dire aux Burundais ce qui est réellement en train de se passer. On enregistre ces derniers temps plusieurs cas de tueries de gens sur base de leurs obligations politiques, le plus souvent la population accusant les jeunes Imbonerakure, miliciens inféodés au parti au pouvoir CNDD-FDD, d'être les auteurs des tueries dirigées contre les gens des autres partis, surtout celles de l'opposition regroupée au sein de l'Alliance des Démocrates pour le Changement (ADC-Ikibiri). Cette opposition est quant à elle pointée du doigt de façon déguisée par le pouvoir de Bujumbura de perturber la sécurité des personnes et de leurs biens.